

**Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée  
entre  
la Communauté de communes MEDOC ATLANTIQUE  
et  
la commune de SOULAC SUR MER**

**TRAVAUX DE REFECTION DE LA PISTE CYCLABLE MITOYENNE DE LA PASSE COMMUNALE  
DE LA NEGADE**

**La Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE**

Dont le siège est sis : 9 rue du Maréchal d'Ornano à Soulac sur Mer (33780)

Représentée par sa Présidente, ou son représentant, en exercice dûment habilitée pour intervenir en cette qualité aux présentes par délibération en date du

Désignée ci-après « L'intercommunalité »,

**D'une part,**

**La commune de Soulac sur Mer,**

Représentée par son Maire, Xavier PINTAT, en exercice dûment habilité pour intervenir en cette qualité aux présentes et domiciliée au dit siège ; sis Hôtel de ville, 2 rue de l'Hôtel de ville, à Soulac sur Mer (33780)

Désignée ci-après « la commune »

**D'autre part,**

**PREAMBULE**

Au titre de sa compétence statutaire « Gestion des voies et équipements d'itinérance douce (pistes cyclables, circuits de randonnées pédestres et équestres), la Communauté de communes MEDOC ATLANTIQUE doit procéder à la réhabilitation de la piste cyclable située en mitoyenneté de la voirie communale, dénommée passe de la Négade.

Cette voirie constitue un itinéraire touristique fréquenté et apprécié des estivants, notamment en raison de la présence du camping Sandaya. Elle constitue également un passage routier privilégié pour accéder au littoral, aux activités de chasse et d'exploitation forestière, ce qui a pour effet de créer une situation de coactivité, qui induit la circulation de véhicules sur la piste cyclable et nécessite d'envisager des travaux de sécurisation

Parallèlement, face à l'accroissement de la fréquentation de la passe de la Négade, la Commune de Soulac sur Mer souhaite réaliser une opération de réfection lourde de la chaussée et de sécurisation des usages routiers, qui ne manquera pas d'impacter la piste cyclable communautaire.

Dans un souci de coordination des opérations de voirie sur la passe communale de la Négade (voie routière et piste cyclable) et de bonne utilisation des deniers publics, il apparaît souhaitable que la communauté de communes délègue sa maîtrise d'ouvrage à la commune de Soulac sur Mer pour ce qui concerne la réalisation des travaux de réhabilitation de la piste cyclable mitoyenne de la voirie communale, dans la mesure où ces travaux constituent de simples travaux accessoires.

A cette fin, les articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de l'intercommunalité à une commune membre.

CECI RAPPELE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

#### **Article 1 : Objet du contrat**

Conformément aux articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique, le présent contrat a pour objet de confier à la Commune la mission de réaliser au nom et pour le compte de la l'intercommunalité, sous son contrôle et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle arrêté par l'intercommunalité, l'ensemble des travaux visé à l'article 2 de la présente convention.

#### **Article 2 : Opérations concernées et enveloppe prévisionnelle autorisée**

L'opération concernée par la présente convention de maîtrise d'ouvrage déléguée est un ensemble de travaux routiers liés à la réhabilitation de la structure et de la bande de roulement de la piste cyclable, ainsi que sa sécurisation.

La liste des travaux est présentée en annexe 1.

#### **Article 3 : Contenu de la mission déléguée**

Conformément aux articles L 2422-5 à -11 du livre IV du Code de la Commande Publique, l'objet du présent contrat est de donner mandat à la Commune pour réaliser au nom et pour le compte de l'intercommunalité des missions administratives et techniques concourant à la réalisation de l'ensemble des travaux visé à l'article 2 la présente convention.

Les missions confiées par la présente convention à la Commune, qui en assure la maîtrise d'ouvrage déléguée, portent sur tout ou partie des éléments suivants, en fonction de l'état d'avancement de l'opération :

La mission du Mandataire porte sur les éléments suivants :

- Pour les marchés de maîtrise d'œuvre, marchés de prestations intellectuelles (hors maîtrise d'œuvre), contrat d'assurance de dommages (ou police unique de chantier), marchés de travaux et fournitures
  - établissement du dossier de consultation des entreprises (DCE) et lancement de la consultation,
  - organisation de la réception des offres et de l'ouverture des plis,
  - le cas échéant : secrétariat de la commission d'appel d'offres, y compris les démarches préliminaires pour l'inscription en CAO de la consultation, selon les seuils définis par le maître d'ouvrage,
  - Analyse des candidatures et des offres pour la sélection des candidats et transmission du rapport d'analyse au maître d'ouvrage,
  - notification de la décision du Maître de l'Ouvrage aux candidats, mise au point du marché avec le maître d'œuvre retenu,
  - établissement du dossier nécessaire au contrôle (contrôle financier, contrôle de légalité) et transmission à l'autorité compétente.
  - signature du marché de maîtrise d'œuvre, y compris contrôle de légalité le cas échéant, émission de l'avis d'attribution et publication des données essentielles,
  - notification du marché au titulaire,
  - délivrance des ordres de service de gestion du marché de maîtrise d'œuvre,

- transmission au Maître de l'Ouvrage des attestations d'assurance de responsabilité (civile et décennale) des titulaires, DGD,
  - notification au titulaire à chaque phase d'étude des décisions prises par le Mandataire après, le cas échéant, accord du Maître de l'Ouvrage,
  - vérification des décomptes d'honoraires,
  - règlement des acomptes au titulaire,
  - négociation des avenants éventuels,
  - le cas échéant : secrétariat de la commission d'appel d'offres, y compris les démarches préliminaires pour l'inscription en CAO de l'avenant, selon les seuils définis par le maître d'ouvrage,
  - transmission aux autorités de contrôle,
  - signature des avenants, y compris contrôle de légalité le cas échéant, publication des données essentielles,
  - notification de l'avenant au titulaire,
  - mise en œuvre des garanties contractuelles,
  - paiement des acomptes,
  - vérification du décompte final,
  - établissement et notification du décompte général et définitif,
  - règlement amiable des litiges éventuels,
  - paiement du solde,
  - établissement et remise au Maître de l'Ouvrage du dossier complet comportant tous documents contractuels, comptables, techniques, administratifs relatifs au marché.
- Pour les marchés de travaux :
    - organisation du suivi des opérations préalables à la réception en présence de la Maitrise d'Ouvrage et/ou des services compétents
    - transmission au Maître de l'Ouvrage pour accord préalable du projet de décision de réception ;
    - après accord du Maître de l'Ouvrage, décision de réception et notification aux intéressés ;
- Gestion administrative
    - procédures de demandes d'autorisations administratives ;
    - permis de démolir, de construire, ou autres autorisations administratives ;
    - permission de voirie,
    - occupation temporaire du domaine public,
    - commission de sécurité ;
    - relations avec les concessionnaires, autorisations;
    - d'une manière générale toutes démarches administratives nécessaires au bon déroulement de l'opération ;
    - établissement des dossiers nécessaires à l'exercice du contrôle de légalité et transmission au Préfet, copie au Maître de l'Ouvrage ;
    - suivi des procédures correspondantes et information du Maître de l'Ouvrage.
    - référé préventif
    - dossier auprès de DREAL, si nécessaire (non exhaustif ; étude au cas par cas, étude d'impact etc...)
- Actions en justice
    - litiges avec les tiers, dans la limite des procédures d'urgence et conservatoires ;
    - litiges avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvre et prestataires intervenant dans l'opération. Toutefois, le mandataire ne pourra agir en justice tant en demande qu'en défense pour le compte du maître de l'ouvrage sauf en cas d'urgence impérieuse pour les actions conservatoires et interruptives de déchéance relative aux missions confiées.

▪ **Subventions**

- fourniture des pièces nécessaires à la constitution et au suivi des dossiers de subvention conformément aux règlements financiers des organismes concernés.

La Commune n'est tenue envers l'intercommunalité que de la bonne exécution des attributions dont elle a personnellement été chargée par elle.

La Commune représente l'intercommunalité à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions qui lui ont été confiées jusqu'à ce que l'intercommunalité ait constaté l'achèvement de sa mission dans les conditions définies à l'article 7 de la présente convention.

De manière générale, la Commune s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des missions qui lui sont confiées, dans le respect des dispositions de la présente convention.

**Article 4 : Conditions d'exécution de la mission**

**Article 4.1 Responsabilités**

La Commune est responsable de sa mission dans les conditions prévues aux articles 1991 et suivants du Code civil.

Sa responsabilité sera engagée dans la mesure où elle aura manqué aux obligations figurant dans la présente convention.

Dans les actes qu'elle devra réaliser pour la bonne fin de sa mission, la Commune devra avertir les intervenants qu'elle agit au nom et pour le compte de l'intercommunalité.

Elle prendra toutes les dispositions pour que la réalisation de l'opération de travaux intervienne dans le respect de l'enveloppe financière fixée par l'intercommunalité et figurant dans la présente convention.

La Commune a un devoir général d'information de l'intercommunalité, elle organisera pour ce faire des réunions mensuelles destinées à rendre compte de l'état d'avancement de l'opération.

La Commune doit avertir sans délai l'intercommunalité de toute modification susceptible d'entraîner une modification du programme, du délai de livraison ou de l'enveloppe financière : elle ne doit, en la matière, prendre aucune décision.

**Article 4.2 Modalités administratives**

La réglementation de la commande publique et notamment le Code de la Commande Publique applicable à l'intercommunalité est applicable à la Commune pour ce qui concerne le choix des modes de dévolution des contrats à des tiers.

La commune pourra utiliser des contrats signés par elle préalablement à la signature de la convention.

La Commune transmettra, au nom et pour le compte de l'intercommunalité, les contrats, signés par elle, au représentant de l'État dans le Département ou à son délégué dans l'arrondissement dans lequel est située l'intercommunalité.

Dans tous les contrats qu'elle passe pour l'exécution de sa mission, la Commune devra avertir le co-contractant de ce qu'elle agit en qualité de mandataire de l'intercommunalité, et qu'à l'issue de la mission de mandat, cette dernière bénéficiera de l'ensemble des garanties légales et contractuelles attachées aux ouvrages réalisés.

La Commune peut également procéder à la mise en œuvre des procédures préalables à l'attribution des contrats, à leur mise au point, à leur établissement et à leur signature.

Seule l'intercommunalité est compétente pour l'attribution desdits contrats.

Les contrats devront indiquer que la Commune agit au nom et pour le compte de l'intercommunalité qui deviendra propriétaire de l'ensemble des études et ouvrages réalisés à l'achèvement de la mission.

La Commune transmettra, au nom et pour le compte de l'intercommunalité, les contrats, signés par elle, au représentant de l'État dans le Département ou à son délégué dans l'arrondissement dans lequel est située l'intercommunalité.

La Commune notifiera les contrats aux co-contractants concernés et en adressera copie à l'intercommunalité.

Dans tous les contrats qu'elle passe pour l'exécution de sa mission, la Commune devra avertir le co-contractant de ce qu'elle agit en qualité de mandataire de l'intercommunalité, et qu'à l'issue de la mission de mandat, cette dernière bénéficiera de l'ensemble des garanties légales et contractuelles attachées aux ouvrages réalisés.

La Commune prendra toutes mesures pour que la coordination des intervenants aboutisse à la réalisation des travaux dans le respect des délais et de l'enveloppe financière arrêtée par l'intercommunalité. La Commune signalera à l'intercommunalité les anomalies qui pourraient survenir et lui proposera toutes mesures destinées à les redresser.

Elle représentera l'intercommunalité à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions ci-dessus.

#### **Article 4.3 Délais d'exécution**

Un calendrier contractuel détaillé d'exécution des travaux devra être signé avec l'entreprise générale (ou les entreprises) à l'issue de la période de préparation et transmis, sans délai, à l'intercommunalité en sa qualité de mandant pour information.

#### **Article 4.4 Contrôle des opérations par l'intercommunalité**

Pour permettre à l'intercommunalité d'effectuer un contrôle technique des missions confiées dans le cadre du présent mandat, la Commune s'engage à inviter l'intercommunalité aux comités techniques et comités de pilotage des missions confiées des tiers.

En outre, la Commune proposera à l'intercommunalité pour validation avant décision :

- Les cahiers de consultation des équipes chargées de la maîtrise d'œuvre,
- Les grandes étapes qui arrêtent les options importantes pour la réalisation du projet.

Les services de l'intercommunalité pourront suivre le chantier et y accéder à tout moment.

Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'à la Commune et non directement aux entrepreneurs.

Après achèvement des travaux, il sera procédé par la Commune à l'initiative du Maître d'œuvre, après accord préalable de l'intercommunalité, à la réception des ouvrages contradictoirement avec les entreprises. Cette réception sera effectuée obligatoirement en présence des représentants de l'intercommunalité dûment convoqués.

La Commune, mandataire, ne pourra notifier aux entreprises sa décision relative à la réception de l'ouvrage qu'avec l'accord exprès de l'intercommunalité, maître d'ouvrage. L'intercommunalité

s'engage à répondre dans un délai de 10 jours à compter de la réception du projet de décision. A défaut de réponse et uniquement en cas de réception sans réserve, son accord est considéré comme acquis.

Dans le cas où les représentants de la Commune relèveraient des défauts ou des vices apparents lors de la visite des lieux, l'accord préalable de l'intercommunalité pour prononcer la réception ne pourra être qu'express. Cet accord sera sollicité dans les 10 jours suivant cette visite.

Par ailleurs, si la réception intervient avec des réserves, la Commune invitera les représentants de l'intercommunalité aux opérations préalables à la levée de celles-ci.

L'intercommunalité deviendra propriétaire des ouvrages à compter de la date de prise d'effet de la réception.

L'intercommunalité pourra prendre possession des ouvrages :

- Soit dès leur réception ;
- Soit, en cas de réserves, cette prise de possession sera différée à la date de constat de levée des réserves ;
- Soit en cas de livraisons échelonnées prévues dans le cadre du marché correspondant, la prise de possession pourra intervenir à chaque livraison partielle.

Dans tous les cas, cette prise de possession emporte transfert de la garde au profit de l'intercommunalité.

L'intercommunalité fera son affaire personnelle de l'entretien des ouvrages réceptionnés et, le cas échéant, de la souscription des polices d'assurances multirisques.

## **Article 5 : Modalités financières et paiement des dépenses nécessaires à l'exécution de la mission**

### **Article 5.1 Rémunération**

La réalisation par la Commune des missions et tâches objets de la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération.

Cependant, la prise en charge des dépenses exposées par la Commune pour l'exercice des missions et tâches qui lui sont confiées par la présente convention intervient selon les modalités exposées ci-dessous.

### **Article 5.2 Dépenses liées à l'exercice de la compétence objet de la convention de gestion**

Les coûts de l'opération objet des présentes doivent être couverts conformément au plan de financement arrêté la Commune et figurant en annexe 2.

La commune pourra bénéficier du versement de l'intercommunalité d'une avance de 30 % du montant du programme réalisé au nom et pour le compte de cette dernière.

Sauf modification résultant d'un accord ultérieur des parties, la Commune sera remboursée, dans la limite du plan de financement, par l'intercommunalité à l'euro / l'euro, en ce inclus la TVA, des dépenses exposées pour la réalisation de l'opération.

La Commune procédera à des appels de fonds mensuels en fonction des dépenses prévues pour le semestre suivant. Le cas échéant, l'échéancier des versements sera ajusté et présenté à l'intercommunalité avant le 30 avril pour prévoir l'inscription des crédits de paiement au budget d'investissement.



La commune pourra présenter des appels de fonds avant d'avoir dépensé la totalité des sommes déjà perçues, dès lors qu'elle peut justifier de besoins à venir pour le mois suivant d'un montant supérieur aux sommes disponibles.

Chaque appel de fonds devra être justifié et comprendre :

1 – un récapitulatif des dépenses réalisées sur les sommes précédemment perçues ainsi qu'une copie des factures acquittées ;

2 – un planning prévisionnel des travaux et dépenses à venir établi par le maître d'œuvre de l'opération et, le cas échéant, une copie des marchés de travaux ou du DCE en cours de consultation ; et ce, dans la limite de l'enveloppe allouée à l'opération.

En cas de besoin de financement non prévu au semestre précédent, la commune pourra procéder à une demande complémentaire d'appel de fonds, dûment justifiée.

L'engagement financier de la Commune ouvre droit pour l'intercommunalité à l'attribution du FCTVA compte tenu des dépenses d'investissement réalisées dans le cadre de l'opération désignée.

La commune mandataire exécutera donc les dépenses pour un montant TTC, au nom et pour le compte de la Communauté de communes. Elle sera remboursée en TTC par l'intercommunalité qui procédera au recouvrement du FCTVA.

Ainsi, la comptabilisation au sein de la commune des dépenses relatives à la convention doit être effectuée TTC.

#### **Article 6 : Entrée en vigueur, durée et résiliation de la convention**

##### **Article 6.1 Entrée en vigueur**

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa date de signature par les parties, signature préalablement autorisée par délibérations, rendues exécutoires, de leurs assemblées délibérantes respectives.

##### **Article 6.2 Durée**

La présente convention prendra fin à l'expiration de la mission de la Commune telle que définie à l'article 3, à savoir à l'issue de l'année de parfait achèvement, ou par la résiliation.

La Commune sera tenue de remettre à l'intercommunalité, en fin de mission :

- L'ensemble des études et dossiers afférents à cette opération,
- Une collection complète des plans des ouvrages tels qu'ils auront été effectivement exécutés, dont une version numérique,
- Tous les documents, notices d'emploi ou d'entretien (etc.) nécessaires à l'entretien et à l'exploitation,
- Tous les dossiers de mise en œuvre des garanties.

Ces documents seront la propriété de l'intercommunalité qui pourra les utiliser sous réserve des droits des architectes et concepteurs relevant de leur propriété intellectuelle.

A l'achèvement de la mission de la Commune, l'intercommunalité prendra en charge directement la mise en jeu et la gestion de la garantie de parfait achèvement et de la police Dommage – Ouvrage.

#### **Article 7°: Litiges**

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différent au tribunal administratif compétent.

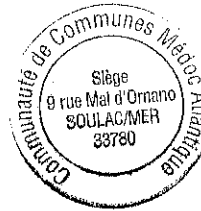
Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à Soulac sur Mer, le

Pour la Commune de SOULAC SUR MER  
Le Maire ou son représentant

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Pour la CC MEDOC ATLANTIQUE  
Le Président ou son représentant



  
Xavier PINTAT



**PROGRAMME DE L'OPERATION DE TRAVAUX DE REHABILITATION ET SECURISATION DE LA PISTE  
CYCLABLE SITUEE PASSE DE LA NEGADE**

**ANNEXE 2 : Plan de financement et échéancier de paiements**

**DEPENSES**

Travaux VRD	127 722,00 € HT
Travaux VRD	153 266,40 € TTC
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>153 266,40 € TTC</b>

**RECETTES**

Autofinancement CC Médoc Atlantique	153 266,40 € TTC
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>153 266,40 € TTC</b>

**ECHEANCIER DE PAIEMENTS :**

- Avance de 30 % du montant du programme versée à la signature du marché ou du bon de commande par la commune
- 30 % sur demande de la commune en cours de chantier
- 20 % à la réception des travaux

**PROGRAMME DE L'OPERATION DE TRAVAUX DE REHABILITATION ET SECURISATION DE LA PISTE  
CYCLABLE SITUEE PASSE DE LA NEGADE**

**ANNEXE 1 : Liste des travaux**

Programme de travaux d'investissement imputés sur la section d'investissement du Budget Principal  
de la Communauté de communes MEDOC ATLANTIQUE

Terrassement/Dérasement réglage d'accotements et trottoirs sur 4040 m <sup>2</sup>	29 355,00 € HT
Couche de fondation et de base/Retraitement des corps de chaussée	12 946,00 € HT
Traitement de surface sur 4 040 m <sup>2</sup>	48 076,00 € HT
Travaux d'enrobés et de graves émulsions double enrobage	30 930,00 € HT
Bordures et caniveaux	2 780,00 € HT
Travaux en régie/ entretien courant programme	3 635,00 € HT
<b>TOTAL PROGRAMME TRAVAUX PC PASSE NEGADE</b>	<b>127 722,00 € HT</b>
<b>TOTAL TTC (TVA 20 %) :</b>	<b>153 266,40 € TTC</b>